



MOTION DES DELEGUE-ES AU 39^e CONGRES DE LA FNIC CGT

Nous vivons dans une période où les droits des salariés sont remis en cause par des accords signés par les syndicats réformistes et les patrons (ANI, retraite à 62 ans, remise en cause des élections prud'homales, réforme de l'Inspection du Travail, l'accord du 13 mars 2013, convention UNEDIC...). Ces accords, voulus par le pouvoir en place sont là pour réduire à néant les droits des salariés gagnés par la mobilisation et les mouvements de grève depuis que l'exploitation existe.

Nous vivons dans une période où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres. Cette période fait le nid de l'extrême droite avec ses discours de haine de rejet de l'autre.

Face à cette destruction sociale, celles et ceux qui résistent, se mobilisent et se battent pour le progrès social, dans et avec la CGT, sont victimes de la répression du pouvoir en place et du patronat.

Après les 5 camarades de Roanne, les 2 camarades de Lyon, c'est au tour de nos 4 camarades de l'UL du Havre, Reynald, Jacques, Pierrot et Dominique d'être menacés par le couple composé par le gouvernement socialiste et le patronat.

Nos camarades, menacés de prison ferme, ont été relaxés, grâce à la mobilisation de toute la CGT, des réseaux militants et des organisations politiques progressistes. La mobilisation de notre classe a fait reculer celles et ceux qui voulaient faire un exemple, en condamnant les camarades qui résistent et qui luttent.

En condamnant ces camarades, nos adversaires du MEDEF et du gouvernement socialiste et vert, auraient voulu faire passer aux salariés l'envie de relever la tête et de se mobiliser. C'était sans compter sur la force militante au Havre, en Seine Maritime et dans tout le pays.

Les 300 délégués au 39^e Congrès de la FNIC-CGT se félicitent de cette victoire et appellent les syndicats de la Fédération, la CGT et l'ensemble des salariés à se mobiliser.

La relaxe des 4 du Havre doit être une première marche pour inverser le rapport de force pour imposer une société débarrassée du capitalisme. Il nous faut rester mobilisés face au risque de recours du Parquet. D'autant plus que nos adversaires de classe ne lâchent rien. Ce sont maintenant 5 camarades de Goodyear Amiens qui, après une garde à vue, sont menacés par la justice, suite à une plainte de la CFE-CGC, pour avoir osé se battre et résister pendant près de sept ans, pour sauver leur usine et leur outil de travail.

Comme pour les camarades de Roanne et du Havre, les 300 délégués au 39^{ème} congrès de la FNIC CGT appellent les syndicats de la fédération, les syndiqués, les salariés, les organisations politiques et associations progressistes à se mobiliser pour gagner la relaxe de tous les camarades de Goodyear.

Nous non plus, ne lâchons rien, camarades !

Motion adoptée à l'unanimité

39^e Congrès de la FNIC-CGT

2 avril 2014

Ile de Ré



Motion du 39eme Congrès FNIC-CGT

sur les Elections Européennes du 25 mai 2014



Le 25 mai prochain auront lieu les élections européennes.

751 députés européens représentant 28 Etats seront à élire.

La FNIC- CGT, indépendante de tout parti politique, n'est cependant pas neutre sur les choix et conséquences qui peuvent affecter le sort des salariés.

L'Europe géographique est une réalité très ancienne. L'Europe économique s'est créée tout au long du XXème siècle pour servir les monopoles et l'économie de marché.

L'Union Européenne s'est bâtie, années après années et traité après traité, toujours au service du capital et de la finance au détriment des citoyens.

Le gouvernement de Sarkozy s'est assis sur le référendum, rejetant en 2005, le traité établissant une constitution pour l'Europe du patronat.

Cette construction européenne s'est faite en dehors de toute préoccupation sociale.

Elle met en concurrence les travailleurs d'un pays à l'autre en les contraignant à toujours plus de sacrifices au nom de la compétitivité.

Le budget de la France et celui de l'Union européenne intègrent des milliards d'aides publiques distribuées aux entreprises, sans aucun contrôle quant à leur efficacité sur la croissance et l'emploi.

Cette Europe, taillée sur mesure pour les puissances capitalistes, a englouti des milliards d'euros pour soutenir les banques en 2008.

Cette construction européenne au service du patronat est validée tant par la droite que par les sociaux-démocrates dont le Parti Socialiste français et Europe Ecologie Les Verts.

Ces forces politiques imposent aux peuples européens des politiques d'austérité sans précédents.

Les peuples grec, chypriote, italien, espagnol, portugais en ont été les premières victimes.

En tournant le dos aux préoccupations des populations, les politiques européennes d'austérité font le lit de l'extrême-droite.

De l'extrême-droite à la social-démocratie, en passant par la droite traditionnelle, le capitalisme est présenté comme la seule voie possible pour l'économie mondiale.

La seule façon pour les travailleurs de se faire entendre reste l'expression d'un rapport de force puissant.

Boycotter ou s'abstenir lors de ces élections européennes du 25 mai 2014 serait abandonner l'Union Européenne au patronat, aux puissances capitalistes ainsi soutenus par leur porte-voix au sein de l'Union Européenne que sont les partis politiques compromis avec la finance, parti sociaux-démocrates, partis de droite et extrême droite.

.../...

La FNIC-CGT appelle les salariés à exprimer, par leur vote, leurs revendications en apportant leur soutien aux forces politiques progressistes clairement opposées aux politiques d'austérité.

Les forces de gauche européennes doivent progresser au sein de l'Union Européenne.

La reconstruction d'une véritable Europe sociale, conduisant à la rupture avec les traités existants, passera par un combat populaire, par un combat de classe.

- Il faut que l'Europe réponde aux attentes de démocratie, de progrès social.
- Il faut des droits nouveaux d'intervention des peuples, de nouveaux droits d'interventions des syndicats.
- Il faut stopper les politiques d'austérité.
- Il faut libérer les états de la dictature des marchés financiers.
- Il faut mettre en échec le projet de marché unique transatlantique.
- Il faut renforcer le combat pour le désarmement et la paix.
- Il nous faut dire non à l'Europe capitaliste et oui à une Europe sociale.

Le 12 avril, toutes les forces progressistes alliant organisations syndicales, partis politiques et associations seront en marche contre l'austérité, pour le progrès social et la démocratie.

Les salariés doivent y participer massivement.

Pour les élections européennes, le 39^{ème} congrès de la FNIC-CGT appelle les salariés à un vote en cohérence avec les revendications qu'elle porte sur les salaires, l'emploi, la protection sociale et les services publics.

Motion adoptée à l'unanimité

39^e Congrès de la FNIC-CGT

3 avril 2014

Ile de Ré

